

LES MOTS DOUX DE GABRIEL ATTAL POUR DÉMINER LA CRISE AGRICOLE

Crise agricole : de la gestion par l'émotion à la gestion par la raison ?

LES FAITS. Quelques notes posées sur des bottes de paille, au milieu d'une ferme de Haute-Garonne, Gabriel Attal a tenté de répondre à la crise agricole via un premier train de mesures dont la fiscalité sur le gazole agricole et la simplification de quelques "normes". Le tout enrobé de... mots d'amour !



Énième crise agricole que seuls les malvoyants n'avaient pas vu venir... Alors, forcément, quand les yeux s'ouvrent sur des barrages routiers, des préfectures ou des hypers repeints au lisier, c'est l'affolement au sommet de l'État, surtout avec comme perspective des centaines de tracteurs ceinturant Paris. En quelques jours à peine, voilà le dossier agricole érigé en "priorité absolue" (et, en creux, chassant la... précédente priorité absolue) pour une énième gestion de crise par l'émotion.

Depuis une ferme (pour l'image en direct sur les chaînes infos), le Premier Ministre a donc annoncé quelques mesure(s) et, surtout, distillé quantité de mots doux. "Le jour du sursaut", "Je ne vous lâcherai pas" et autres sucrosités sémantiques agrémentées (parce que c'est bon à entendre) de la prochaine révélation

de trois entreprises s'émancipant d'Egalim. De méchants oppresseurs jetés en pâture aux gentils opprimés, ça plaît toujours. Pourquoi s'en priver ?

Le revenu ? La soustraction des charges aux prix.

Donc les deux ont un effet...

Sur le fond ? Si peu... Et toujours ce même aveuglement sur la cause profonde du malheur agricole. Si le revenu des paysans français est en moyenne trop faible voire indigne pour certains, c'est (pardonnez pour cette leçon d'économie niveau 6^e) parce que l'écart entre les prix et les coûts est insuffisant. En clair, le sujet des coûts est au moins aussi important que le sujet des prix (l'objectif d'Egalim). Car c'est bien de la soustraction de l'un sur l'autre que découlera (ou pas) un revenu plus satisfaisant.

Voilà pourquoi une gestion de la

crise agricole à long terme doit reposer sur ces deux leviers et non céder à la facilité de laisser l'amont à son insuffisante compétitivité pour attendre de l'aval qu'il accepte sans barguigner des prix plus élevés qu'ailleurs, le tout dans une Europe où – parce que les peuples l'ont accepté – les marchandises circulent librement.

Bien sûr, il faut soutenir le niveau des prix ! Mais en s'assurant quand même qu'ils sont acceptables socialement (ce qui est moins vrai après deux ans d'inflation à 25 % !). Bien sûr, industriels et distributeurs doivent assumer leur part de responsabilité (*a minima* le respect d'Egalim ou la transparence dans les origines pour cultiver les raisons de choix ou de... non choix de certains produits).

Bien sûr, des prix plus élevés en sont de facto plus rémunérateurs.

Mais... des coûts plus bas aussi !

Pourquoi cet aveuglement collectif ? Non, la ferme France n'est pas assez compétitive. Il y a les normes, la

fiscalité, les distorsions sociales ou environnementales, bref tous ces boulets qui entravent. Il y a aussi la société dont la crise actuelle révèle la dualité. Toutes les études le montrent, les Français soutiennent largement le mouvement de protestation (environ 80 %) mais, dans le même temps, ces mêmes Français regardent avec méfiance (voire contestent) l'accroissement de la taille des exploitations et les économies d'échelle qui vont avec, ou l'évolution des pratiques agricoles. Bref, **les Français rêvent de Martine à la ferme mais se ruent chez Lederc pour ses prix.** Évidemment incompatible. Là aussi, il est urgent de passer d'une gestion de crise par l'émotion à une gestion par la raison ! Sur ce point, Gabriel Attal n'a pas encore montré la moindre compétence. Mais ses deux semaines (seulement) de Premier Ministre au compteur lui laissent encore le bénéfice du doute.

Olivier Dauvers



VIGIE GRANDE CONSO

Tous les mois,
l'analyse sans concession
du retail et de la consommation

Infos : caroline.bazin@editionsdauvers.fr

